

PARTICIPATION CITOYENNE ET HABITANTE AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN

ENTRE « BONNES PRATIQUES » ET SLOGAN POLITIQUE
REGARDS CROISÉS DANS LE CONTEXTE ALGÉRIEN ET INTERNATIONAL

COLLOQUE INTERNATIONAL A ALGER

17-18 MAI 2017

COMITE SCIENTIFIQUE

RESPONSABLES SCIENTIFIQUES :

Dr. Ing. CHABOU-OTHMANI MERIEM (SRU, VUDD, EPAU)
Pr SAFAR ZITOUN MADANI (LASADET, UNIVERSITÉ D'ALGER 2)

MEMBRES :

AZZAG EWA (PR, VUDD, EPAU - ALGÉRIE)
BAOUNI TAHAR (PR, VUDD, EPAU - ALGÉRIE)
BENMOUSSA BRAHIM (PR. LASADET, UNIV. ALGER 2 - ALGÉRIE)
BESSAOUD OMAR (PR, IAM, MONTPELLIER - FRANCE)
DEBOULET AGNÈS (PR, LAVUE, UNIV. PARIS 8 - FRANCE)
DJELLAL NADIA (PR, VUDD, EPAU - ALGÉRIE)
DJIAR KAHINA (MCA, VUDD, EPAU - ALGÉRIE)
FOKDAL JOSEPHINE, (DOZENTIN, IIS, UNIV. STUTTGART - ALLEMAGNE)
ICHEBOUDENE LARBI (PR, LASADET, UNIV. ALGER 2 - ALGÉRIE)
IDRISSI BELHOSSINE TOURIA (PR, INAU-RABAT, MAROC)
KACIMI RAOUF (PR, LASADET, UNIV. ALGER 2 - ALGÉRIE)
LEGROS OLIVIER (HDR, EMAM, UNIV. TOURS - FRANCE)
LEY ASTRID (PR, IIS, UNIV. STUTTGART - ALLEMAGNE)
MEMOLI MAURIZIO (PR, UNIV.CAGLIARI, ITALIE)
MESSAOUDENE MAHA (MCA, VUDD, EPAU - ALGÉRIE)
PINSON DANIEL (PR, AIX-MARSEILLE UNIV., FRANCE)
SEMMOUD NORA (PR, EMAM, UNIV. TOURS - FRANCE)
SIGNOLES PIERRE (PR, EMAM, UNIV. TOURS - FRANCE)
TELLO ROSA (PR, UNIV. BARCELONE - ESPAGNE)
ZEROUALA MOHAMED SALAH (PR, LAVAP, EPAU - ALGÉRIE)

COMITE D'ORGANISATION

PRÉSIDENTE DU COMITÉ D'ORGANISATION :

Dr. Ing. CHABOU-OTHMANI MERIEM (SRU, VUDD, EPAU)

MEMBRES :

ACHAIBOU SOUAD (SRU, VUDD, EPAU)
BELKHAMSA BELKACEM (SRU, VUDD, EPAU)
BENAMARA SAMIR (MAA, UMMTO, VUDD)
BENDANI NABILA (MCB, EPAU, VUDD)
BENMOUSSA BRAHIM (PR. U.-ALGER 2, LASADET)
BETROUNI OMAR (SRU, VUDD, EPAU)
JANA MELBER (ETUDIANTE MASTER, SIIS, U. STUTTGART)
KACIMI RAOUF (PR. U.-ALGER 2, LASADET)
MESSAOUDENE MAHA (MCA, EPAU, VUDD)
SAID-AISSA KAHINA (MAA, UMMTO, VUDD)
SRIR MOHAMED (MAA, EPAU, VUDD)
TAMANI FATIHA (MAB, EPAU, VUDD)
ZITOUN HICHEM (ETUDIANT MAGISTÈRE, EPAU, VUDD)
ZOUAINIA NEILA (ETUDIANTE MASTER, IUSD, U. STUTTGART)

DATES LIMITES

Envoi des résumés : **30 novembre 2016**
Notification d'acceptation des résumés : **10 décembre 2016**
Envoi des communications : **10 février 2017**
Notification d'acceptation des communications : **20 avril 2017**
Notification définitive (traitement des réserves) : **30 avril 2017**

L'abstract d'environ 500 mots (Format Word, Times new roman, taille 12) doit présenter les éléments suivants : titre de la communication, axe de réflexion, objet de l'étude, méthodologie utilisée, résultats et mots clés (05 max). Les propositions de communications (en français, en arabe ou en anglais) doivent inclure, en en-tête, les informations suivantes : noms et prénoms des auteurs, qualités des auteurs, établissements d'appartenance, adresses emails et téléphones.

COLLOQUE ORGANISÉ PAR LES LABORATOIRES VUDD (EPAU) ET LASADET (ALGER 2)

CONTACTS

Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme -EPAU
Laboratoire Ville, Urbanisme & Développement Durable - VUDD

Université d'Alger 2
Laboratoire de recherche LASADET

Email: coll.vudd-lasadet.2017@epau-alger.edu.dz
Site Web: www.epau-alger.edu.dz

epau



APPEL A COMMUNICATION

La question de la participation citoyenne et habitante aux projets de développement social en général, et urbain en particulier s'est creusé une place centrale dans les débats autour des voies et moyens permettant le développement durable. Depuis le rapport Brundtland (1987), la conférence de Rio (1992) et l'initiative de l'ONU de création de L'«International Council for Local Environmental Initiatives » (ICLEI, 1990) dont l'objectif était « d'ancrer la démarche de développement durable à un niveau local et encourager les collectivités locales, particulièrement les villes, à se l'approprier... » (Hajek et Hamman, 2015), l'injonction à la participation citoyenne et habitante aux projets de développement urbain est devenue un leitmotiv de l'action territoriale publique. Avec l'accélération de l'urbanisation de la planète, les villes sont devenues, depuis une vingtaine d'années, les lieux d'exacerbation des conflits sociaux et des luttes opposant des acteurs aux intérêts divergents, mais aussi des terrains d'expérimentation de solutions de gouvernance urbaine "participatives" sensées apporter plus d'efficacité et d'efficacités dans l'action publique. Les nombreux travaux de recherche et d'évaluation critique des résultats de ces expériences souvent innovantes et originales de "mise en participation" des citoyens et usagers aux différentes échelles d'intervention, du global, à travers la mise en œuvre du slogan de "démocratie participative", au local avec par exemple la généralisation et la diffusion opérationnelle des démarches "bottom-up", se sont multipliés au niveau international, constituant une masse critique de connaissances sur le sujet. Dans beaucoup de pays du sud, qui ont pris le train du développement urbain durable, dans son volet "participatif", tardivement par rapport à leurs contextes institutionnels très centralisés, on a assisté à une appropriation techniciste des paradigmes de démocratisation de la planification urbaine, quand ce ne fut pas une récupération politicienne du slogan. L'urbanisme participatif qui, il faut le rappeler, fut le résultat d'un long processus de transformations des pratiques urbaines prenant ses racines conceptuelles dans les idées de Patrick Geddes, lui-même influencé par la théorie du « Community Planning », plaidait en faveur d'un urbanisme plus participatif, collaboratif impliquant autorités et habitants, mais n'a pas eu l'écho escompté dans beaucoup de contextes nationaux, parfois même dans les pays où il est né.

Expurgée de sa dimension contestataire issue des mouvements de révolte contre les politiques de rénovation urbaine largement pratiquées en Europe des années 60 et 70, comme l'illustre de manière emblématique l'exemple de Kreuzberg à Berlin, la participation "par le bas" a été progressivement « institutionnalisée, [se transformant] en un mouvement top down » (Bacqué, 2005). Et bien que la participation aux projets urbains connaisse un succès de plus en plus important, elle est confrontée à différentes contraintes dont la centralisation ou l'incompétence des citoyens. C'est sans doute cette métamorphose de la participation comme outil de mitigation des conflits et comme instrument de régulation "par le haut" des tensions sociales et politiques générées autour des enjeux d'aménagement urbain auxquels sont confrontés les autorités des pays du sud qui explique le regain de succès, au niveau du vocabulaire politique et au niveau des méthodes d'intervention à l'échelon local que l'on constate dans les pays du sud, notamment du Maghreb. En Algérie, la thématique de la participation et sa mise en œuvre dans divers types de projets de développement locaux et urbains ne sont pas nouveaux. Ils ont une histoire mouvementée et chaotique, au gré des conjonctures économiques et politiques que le pays a dû négocier dans sa courte histoire institutionnelle. Nous retrouvons le concept de participation tout d'abord dans le GPU d'Alger initié lors du bref intermède du Gouvernorat d'Alger et ses fameuses "cellules de proximité" qui n'ont même pas duré le temps de leur mise en place. Mais aussi la mise en pratique effective des méthodologies participatives dans plusieurs programmes de Résorption de l'Habitat Précaire, de "Développement Communautaire", de "Réhabilitation Participative des Grands Ensembles d'Habitat Collectif" et d'autres projets encore montés sous la houlette d'organismes et ONG internationales durant les années 1990. Au niveau doctrinal et législatif, la démarche participative fut consacrée dans la loi 06-06 de 2006 sur l'Orientation de la Ville mais qui, faute de décrets d'exécution est restée lettre morte, inspirant cependant de manière très marginale et incidente quelques projets bottom-up, tel que le projet de Tafielet-Tajdid de Ghardaïa qui a valu la proposition au prix de l'Aga Khan.

Dans l'ensemble cependant, et avec le recul que permet l'analyse de la période 2005 à 2014 d'embellie pétrolière et rentière qui a contribué à l'abandon de toutes velléités participatives dans la conception, le montage et la conduite des projets participatifs, et à l'orée d'une période difficile de resserrement de la gouvernance urbaine à la suite de la réduction drastique des recettes pétrolières de l'Etat, l'heure est à l'actualisation de la réflexion sur la dimension participative du développement urbain durable. En effet, la dégradation accélérée que connaissent les villes algériennes, de plus en plus visible et de plus irréversible, comme résultat de l'absence de l'implication des usagers, des citoyens ordinaires, ces acteurs de base de la fabrication de la ville dans la décision urbanistique, semble plus que jamais auparavant interpeller la réflexion sur la question participative. Après plus d'une décennie, d'une action publique univoque, concentrée sur la réalisation de programmes de relogement comme alternative à la crise de logement, et d'absence d'une stratégie de développement urbain moins sectorielle et plus intégrée, plus attentive aux besoins et aspirations de demande d'urbanité des populations, il serait temps de mettre les choses à plat, et de voir dans quelles conditions on pourrait amorcer, sinon une dynamique vertueuse d'implication des citoyens dans leur devenir urbain, du moins un débat scientifique objectif et serein sur cette question qui est plus que jamais à l'ordre du jour. Comment reconstruire et développer le territoire, la ville avec ses usagers et ses habitants, pour ses habitants sans sélection et en tenant compte des autres acteurs de la fabrication de cette ville ? Telle est la question centrale auquel voudrait répondre ce colloque dans la mesure où les enjeux de la participation ne sont plus à démontrer aujourd'hui dans le monde, y compris dans les pays en voie de développement, il s'agit donc : De déconstruire et/ou de reconstruire la problématique de la participation citoyenne et habitante à l'aune de l'évolution des débats internationaux et locaux sur la question, mais aussi à la lumière de retours d'expériences, d'évaluation de la mise en œuvre de projets affichant explicitement ou implicitement leur caractère participatif. De faire un bilan analytique de la part allouée à la participation dans la conception et la réalisation des projets de développement social et urbains en Algérie :

D'identifier les lieux, institutions, projets où se sont déployées les démarches participatives dans le pays, aux différentes échelles territoriales ; De cerner sans complaisance la nature des contraintes à la participation : contraintes politiques, institutionnelles, organisationnelles, culturelles ? De montrer dans quelle mesure la mise en œuvre des démarches participatives ont contribué à améliorer l'efficacité de l'action publique, dans ses volets de production de plus de qualité urbaine à des moindres coûts sociaux, économiques et politiques et d'identifier la nature du savoir-faire que l'on peut tirer des exemples étrangers. De décortiquer et de mettre à plat des "bonnes pratiques" participatives, et dans quelles conditions elles ont pu "prendre" dans le contexte de jeu d'acteurs locaux ; De discuter, d'un point de vue opérationnel et technique de la manière selon laquelle on pourrait impulser des méthodes plus concertées et collaboratives dans les actes de fabrication de l'urbain et enfin, De réfléchir en fonction du contexte législatif et institutionnel algérien, à la manière de passer d'un urbanisme de planification à un urbanisme participatif, de projet.

Thématiques

La participation : concepts, formes, échelles et limites :

Il s'agit d'une tentative de mise au point théorique sur la question, l'objectif est de cerner le débat autour de la participation en essayant de comprendre les tenants et les aboutissants du concept, mais aussi de saisir son sens dans les différents contextes culturels. Sa référence à la fois historique et sociale, puis son importance dans les théories urbaines. Ses échelles et ses implications dans la pratique urbaine et dans l'exercice de la citoyenneté. Il s'agira également d'explorer les zones floues et non encore investies.

La participation dans les politiques urbaines :

Il nous importe d'examiner la mise en relation du concept avec la décentralisation ainsi que les dispositifs notamment juridiques de participation institutionnalisée. La décentralisation comme dans certains contextes européens ou étrangers représente-t-elle une condition intrinsèque à la participation ? Les actions Top-down sont-elles une arme à double tranchants ? Quelles implications politiques, la participation pourrait-elle induire dans des contextes fortement centralisés, mais également quels atouts pour les pays en crise ?

La participation des habitants au développement urbain et à l'amélioration du cadre de vie :

Comment la participation peut-elle devenir un atout pour la réussite des projets urbains quel que soit leur nature, qu'il s'agisse de réhabilitation, de requalification ou même de restauration et de construction ex-nihilo. L'implication de tous les acteurs pourrait être porteur de succès de projets parce que partagés et acceptés par tous. Il importe de voir quelles sont les bonnes pratiques en la matière et comment certaines expériences réussies, mais aussi ayant accusé échec, peuvent nous apprendre plus sur la mise en œuvre du processus participatif.

Démarches participatives et projet urbain, méthodes, outils, etc.

Comment impulser le processus participatif en amont, dans la planification et à quel moment ; Puis dans les différentes étapes de réalisation des projets ? Quelles démarches et outils pourraient contribuer à la mise en place d'approches collaboratives, plus intégrées et moins sectorielles. Comment rendre à la commune, donc au pouvoir local, la place qu'elle mérite dans le développement urbain ? Il importe de comprendre, entre autres, l'importance des technologies de l'information et de la communication et leur rôle dans l'instauration des démarches participatives.